

le monde
libertaire

PROCHE-ORIENT

L'impossible paix

E DITORIAL

Les médias ont beaucoup insisté sur un événement d'envergure : la conférence madrilène pour la paix au Moyen-Orient. Certes, il fallait le faire. Pourtant, il est d'autres conflits que l'on met soigneusement de côté. Au Cachemire, l'un des jardins du monde, voilà que la guerre entre séparatistes musulmans et autorités indiennes dure depuis quarante ans. Personne n'en parle, alors qu'il s'y déroule des massacres tout aussi importants qu'au Moyen-Orient. Le Cachemire est une contrée que l'on oublie, comme ont été oubliés les Kurdes, les Karens et bien d'autres peuples.

A croire que plus encore que le pétrole, l'Occident est omnibulé par la Terre sainte, berceau de la civilisation, si l'on en croit les sciences historiques et la propagande européocentrique. Jérusalem fascine les grands de ce monde, empreints d'une culture judéo-chrétienne tenace malgré les odes à la laïcité de l'époque. A l'image du roi David ou d'un Godefroy de Bouillon, « nos » hommes politiques espèrent passer à la postérité en pointant leur nez en direction des lieux saints des trois grandes religions monothéistes. Comme si le temps des souverains antiques et des croisades médiévales n'était point révolu. Srinagar, à côté, est bien en peine pour rivaliser.

Les feux de la conférence éteints avec diverses fortunes au final, on s'étrépera bien encore en maints points du globe dans l'indifférence de l'Occident... chrétien et marchand de canons.

Militant antisioniste très actif du mouvement de la paix, Michel (surnommé Mikado) Warchawski est un des fondateurs de l'AIC (Alternative Information Center), centre d'information alternatif formé par des militants palestiniens et israéliens. L'AIC publie en anglais un bulletin hebdomadaire, *The Other Front* (« l'Autre front »), et une revue mensuelle, *News from Within* (« Nouvelles de l'intérieur »), qui analysent ce qui se fait à la fois dans les territoires occupés et dans la société israélienne (1). Michel est un de ceux qui se battent quotidiennement pour une information plus honnête et pour la reconnaissance des droits des Palestiniens, de même que sa compagne Léa Tsemel, une des rares avocates à défendre les victimes du pouvoir militaire et les prisonniers palestiniens. Leur combat aux côtés des progressistes israéliens et des Palestiniens ne peut que susciter le respect (2).

Michel Warchawski nous a reçu dans les locaux de l'AIC à Jérusalem, le 13 juin dernier.

Christiane Passevant : *Depuis quand existe l'Alternative Information Center ? Qui y travaille ? Pourquoi ? Quelles sont vos motivations, sur quel plan se situent vos activités et quels sont vos objectifs ?*

Michel Warchawski : Le Centre d'information alternatif a été constitué en 1984, après la guerre du Liban, au moment où certains parmi nous ont eu l'impression qu'il se passait quelque chose à la fois dans les territoires occupés et au sein de ce que l'on appelle depuis, le mouvement de la paix israé-



Patrouille militaire israélienne à Gaza. © Christiane Passevant.

lien. Mais ces choses là ne passaient pas, les nouvelles initiatives, actions, groupes et développements n'étaient pas connus du public. Pas pour des raisons de censure selon nous, mais simplement par manque de connaissances, par manque de professionnalisme de la part de la presse, par l'absence de canaux qui puissent informer sur ces différents aspects. Nous, c'était des activistes, des hommes et des femmes actifs dans le mouvement contre la guerre du Liban, dans différentes structures et des militants palestiniens investis dans les mouvements étudiants, de femmes, et c'est ensemble que nous avons décidé de constituer ce centre. Cela a été sa première caractéristique et c'est une des rares associations où Israéliens, Palestiniens des territoires occupés et Palestiniens qui vivent en Israël ont mis ensemble sur pied un projet commun partant d'une double hypothèse de travail. La première au niveau de l'information : il est impossible de donner une image correcte de ce qui se passe ici sans qu'elle provienne des deux communautés, des deux parties de la réalité politique qui, bien qu'elle soit différente, a des rapports mutuels importants et que cette information devait provenir de l'intérieur, c'est à dire des personnes investies dans leur propre communauté, dans les luttes de leurs communautés et capables de donner une image de ce qui se passe vu de l'intérieur, d'échan-

(suite p. 2)

PROCES DE LA MUTINERIE DE FRESNES

Un procès au goût amer

Nous avons recueilli le témoignage de Maître Nabil Bouaita, avocat de Abdelhamid Hakkar, l'un des deux condamnés du procès de Fresnes (voir ML n° 843). Les déclarations de cet avocat inscrit au barreau d'Alger sont particulièrement accablantes pour la justice française, quant à la tenue du procès du 23 octobre, à Créteil, et surtout pour le directeur de la maison d'arrêt de Fresnes, M. Francis Lintanff, à qui il est reproché des dires particulièrement graves et hors de propos, conduisant à un verdict sans concession de la part des magistrats : 7 ans de prison fermes pour Hakkar et Teixeira, qui se trouvaient dans le box après leur tentative d'évasion du 14 août.

ML : *Que pensez-vous de l'ambiance du procès ?*

Maître Bouaita : J'en garde un très mauvais goût. Cette affaire est très très mauvaise pour l'image de marque de la justice, dont on connaît déjà la bien triste réputation.

Comme vous le savez, il s'agit théoriquement d'une affaire criminelle, mais le Parquet a préféré consentir l'avantage exceptionnellement « généreux » de la correctionnaliser tout en s'activant à arrêter une date d'audience avec la plus extrême précipitation (...). J'ai pu, en effet, recevoir

un appel téléphonique de la famille de Hakkar la veille de l'audience, pour savoir à quelle date et devant quelle juridiction il devait être jugé ! C'est pourquoi avec mon confrère Constant nous avons dû solliciter un renvoi.

Lors de l'audience, je ne m'attendais pas à voir une salle pleine de policiers et totalement vide de public. Le décor est toujours très révélateur, et hélas, mes appréciations s'avèrent, par la suite, fondées. Vous avez dû constater dans quelle atmosphère de curée judiciaire l'affaire a été gérée malgré certaines apparences en trompe-l'œil.

ML : *Pourriez-vous être plus précis à ce sujet ?*

Maître Bouaita : Lorsque Abdelhamid Hakkar voulait préciser sa motivation, l'urgence commandait à ce que l'on change de sujet (...). En fait, pour moi, il s'agissait d'un procès parfaitement schizophrène où les dés étaient très largement pipés ; les avocats servant d'alibi à une sinistre tragédie théâtrale.

ML : *Revenons, si vous le voulez bien, à la tentative d'évasion. Puisque vous en avez été le témoin oculaire, pourriez-vous nous préciser ce qui s'est passé ?*

Maître Bouaita : J'avais gardé de la réserve à ce jour pour ne gêner personne, mais vu la mesure de l'incident auquel vous avez assisté, je ne peux plus me taire, le directeur de la maison d'arrêt de Fresnes ayant abusivement outrepassé les limites de la simple décence au-delà de l'éthique la plus élémentaire.

ML : *Que lui reprochez-vous ?*

Maître Bouaita : Mais bien évidemment sa déclaration ignominieuse et lâche, car lorsqu'on affirme avec autant de cynisme et de malhonnêteté le contraire de la vérité

(suite p. 4)

« Bicentenaire
du Code pénal »
(suite du n° 843)

P. 4 et 5

T2137 - 844 - 10.00 F



F°P.2520

L'impossible paix

(suite de la « une »)

ger des informations et des expériences. Le deuxième volet de notre projet était de créer un espace de rencontre qui, à cette époque, était très rare, voire inexistant. Espace de rencontre entre Israéliens et Palestiniens, au départ sur la base du travail de l'information et de l'échange de l'information. Petit à petit, des militants, des activistes israéliens rencontreraient des militants et des activistes palestiniens. C'est globalement le projet du centre alternatif. D'une part, une agence de presse militante qui donne une information différente, qui autrement ne passerait pas et, d'autre part, un espace de rencontre, de dialogue, voire de coopération israélo-palestinien.

Ch. : L'Intifada a commencé il y a trois ans et demi et on a l'impression qu'il y a une sorte d'essoufflement du mouvement. Quelle est ton analyse de la situation ?

M. : Il ne fait pas de doute que ces derniers mois, surtout depuis la guerre du Golfe, l'Intifada marque le pas et recherche un second souffle au niveau des bases stratégiques. Le débat se déroule publiquement, ouvertement et est très vivant. Des porte-paroles de différentes tendances se sont exprimés à Jérusalem et plusieurs centaines de jeunes et de moins jeunes sont venus débattre de ce qu'il fallait faire. Les erreurs ? Le problème de la liquidation des collaborateurs, les limites à ne pas dépasser, la militarisation de l'Intifada, la nécessité de regagner le caractère social et populaire de ses débuts. L'Intifada n'a jamais été planifiée au départ, cela a été une explosion plus ou moins spontanée par suite d'une maturation des conditions objectives et subjectives au sein de la population palestinienne, des organisations de base, de femmes, d'étudiants, de jeunesse, des syndicats. Puis s'est greffée sur ce soulèvement spontanée une perspective politique définie par l'OLP, formée d'un ensemble de mouvements dont la population se revendique dans une immense majorité. Le débouché politique étant des négociations visant à la formation d'un Etat palestinien. Il y a eu des illusions dont nous sommes tous un peu responsables, à savoir de penser que l'Intifada déboucherait sinon sur la création d'un Etat palestinien, du moins sur des négociations avancées. Or la guerre du Golfe a joué un rôle de catalyseur. Mais actuellement nous en sommes très loin puisqu'on en est même à remettre en question le rôle représentatif de l'OLP. Même chez une partie de l'opinion israélienne qui avait reconnu l'OLP comme incontournable, il y a ce sentiment que le débouché politique de l'Intifada n'est plus à l'ordre du jour. En tous cas, il y a un débat là-dessus. Par ailleurs, il est difficilement imaginable que l'on puisse revenir à la situation d'avant 88, à savoir un *status quo* qui permette de gérer une occupation à bon marché du côté israélien où la population refuse certes l'occupation, mais l'accepte de fait en espérant que quelque chose se développe à l'extérieur. L'état d'opposition, de dissidence existe aujourd'hui comme il existait il y a trois ans, aucun changement là-dessus.

Larry Portis : Dans le cadre de vos activités, l'Intifada a-t-elle eu un impact ? Tu as fait 5 mois de prison, est-ce lié à l'Intifada et au changement de situation ?

M. : L'Intifada a eu un impact, mais mon arrestation n'a aucun rapport avec

puisque elle a eu lieu presque un an avant le début de l'Intifada. Cela a abouti à la fermeture du centre par décret ministériel et mon procès, le procès du centre a eu lieu en février 87 alors que l'Intifada a débuté fin 87. Notre procès a ouvert l'année, l'Intifada l'a fermée, donc elle est liée dans un certain sens. En fait le procureur a dit, avec beaucoup d'exagération, que l'Intifada a commencé dans ce centre. C'est faux ; j'aimerais bien, mais c'est faux. S'il y a quelque chose de vrai, c'est que nous avions compris deux choses qui étaient des éléments constitutifs du projet. La première était l'importance des organisations d'étudiants, de femmes, dont on parlait très peu en Israël à ce moment. De là, notre volonté de connaître leurs activités et même d'aider ces organisations. Deuxième élément, la nécessité de mettre sur pied avec des cadres palestiniens, entre autres ceux qui sont les représentants de l'Intifada un comité contre la Main de Fer. Ce premier et unique comité israélo-palestinien de lutte contre l'occupation - plus maintenant - a organisé des manifestations, y compris une organisation de masse sous-tendue par une hypothèse juste, à savoir qu'il pourrait y avoir de nouvelles formes de lutte, semi-légales ou semi-publiques, pas seulement de petites opérations coup de poing pendant la nuit ou de commandos. Il fallait utiliser la légalité de Jérusalem pour faire des manifestations toutes les semaines avec des Palestiniens, ce qui n'était pas facile, même au sein de la population palestinienne. Cela impliquait des changements de pratiques, de pensée, être plus tactique et plus politique dans un sens très précis du terme. Ces idées ne sont pas venues de nous, mais justement d'une confrontation, d'un débat, d'un échange d'expériences avec des militants palestiniens et ont été reprises par l'Intifada. Cela a créé des exemples, des

« Si l'Intifada n'a pas planifié sa lutte, la lutte contre l'Intifada l'a été encore moins. Israël a été surpris complètement. »

antécédents, mais de là à dire que nous avons fait l'Intifada, c'est plus qu'exagéré.

L'Intifada a changé ce que nous faisons ici dans plusieurs sens, d'abord notre rôle informateur a disparu - avait disparu puisqu'il a récemment pu reprendre -, car l'Intifada a pu parler directement au public israélien, un de nos objectifs étant d'informer le public et les médias israéliens de ce qui se passe dans les territoires occupés. Or l'Intifada a parlé si fort qu'il n'était plus nécessaire d'intervenir, que ce soit par les faits ou par une très grande efficacité, un très grand professionnalisme relativement nouveau des moyens d'information dans les territoires occupés, des centres de presse, des journalistes. Ce qui a provoqué du côté israélien un plus grand professionnalisme. Les journalistes ont couvert l'Intifada, ont cherché directement leurs contacts et informé le public. Je ne parle pas de la presse audiovisuelle nationale qui est en dessous de tout, mais de la presse privée, quotidienne qui a donné et donne - même si elle est aujourd'hui fatiguée par une information très abondante et en général relativement précise - une information sur les terri-

toires occupés au niveau de la confrontation, moins sur celui de la réalité sociale.

En ce sens, le rôle que nous avons joué a été relativisé par l'Intifada. En revanche, notre autre rôle, celui d'espace de rencontre a été accru. Presque tout ce qui s'est fait au cours des deux premières années de l'Intifada au niveau des rencontres israélo-palestiniennes - visites d'Israéliens pour voir et comprendre l'Intifada, Palestiniens cherchant un répondant dans le mouvement de la paix israélien - s'est fait ou a commencé ici, que ce soit les rencontres entre lycéens israéliens et palestiniens, la mise en place de comités de soutien à tel village ou tel groupe social, même le mouvement des femmes où certaines cherchaient des contacts avec des mouvements de femmes des territoires occupés, presque tout a commencé ici et continue. Nous restons un lien, un téléphone, un lieu de rencontre des deux réalités de la lutte, la lutte palestinienne d'abord et le mouvement de la paix israélien avec toutes ses composantes.

L. : Si l'Intifada a changé la situation, qu'en est-il de l'impact de la guerre du Golfe ?

M. : Sans doute, la guerre du Golfe a eu un impact sur la situation, mais il ne faut pas l'exagérer.

Ch. : L'attribution des cartes vertes et des cartes magnétiques n'est-elle pas liée aux conséquences de la guerre du Golfe ?

M. : Cela a commencé bien avant. La guerre a permis d'accélérer les choses, d'agir de façon plus vulgaire, grossière, plus ouverte. Mais le processus a commencé avec ce que l'on appelle la Guerre des couteaux qui est, avant la guerre du Golfe, le fruit d'une impasse ou plutôt l'échec d'une illusion, d'un projet qui voulait que l'Intifada débouche rapidement sur des négociations. Echech dont est entièrement responsable le refus israélien.

Ch. : La guerre des couteaux ?

M. : La Guerre des couteaux a été une série d'attentats individuels qui, dans la majorité des cas, n'étaient pas commandités par des organisations. Très souvent spontanées et liées à une tragédie personnelle, ces initiatives prises par de jeunes, ou moins jeunes, Palestiniens consistaient à attraper le premier Israélien venu - une victime -, et à le poignarder ou à faire un attentat dans un cadre politique bien défini de lutte, mais surtout d'impasse politique.

L. : Et les cartes vertes et magnétiques ?

M. : C'est une des réactions du gouvernement israélien. Si l'Intifada n'a pas planifié sa lutte, la lutte contre l'Intifada l'a été encore moins. Israël a été surpris complètement - y compris les services de sécurité, supposés être très efficaces, ne s'attendaient pas à ce qui allait se passer -, même si dans une large mesure, on sentait que cela serait explosif. Ils ont tapé à côté de la plaque. Ce qui en fait reflète l'influence de l'idéologie sur le professionnalisme. Cette confiance en soi grâce au système qui avait fonctionné et permis une occupation à bon marché pendant 20 ans - un peu de bâton, un peu de carotte -, pouvait continuer ainsi indéfiniment. Même au sein de la gauche israélienne, cette idée était acceptée. L'Intifada a été un choc. Mille tentatives pour la contrecarrer ont été débattues : la répression à outrance ; isoler les territoires occupés, sauf les centres urbains et laisser faire les gens ; puis comprenant que cela déboucherait

sur un état de subversion institutionnalisée, préconiser à nouveau les coups de bâton. Politique sélective, puis politique moins sélective. La tentative à l'ordre du jour derrière laquelle s'est formé un consensus très large, dont une partie substantielle du mouvement de la paix israélien, c'est « séparons-nous ». C'est à dire les cartes magnétiques qui datent de bien avant la guerre du Golfe, postérieures aux cartes vertes et à toute une série de régulations qui rappellent dans une certaine mesure la politique des *pass* en Afrique du Sud, à savoir enfermer la population

« Le débat sur le transfert (des Palestiniens) est aujourd'hui large, il n'est pas seulement le fait de quelques radicaux extrémistes de droite. »

palestinienne dans les territoires occupés, en faire un grand ghetto en donnant à « ceux qui se conduisent bien » et à ceux dont on a besoin sur le marché du travail des permis pour venir travailler en Israël. Si la politique permettait autrefois, de fait, une circulation non seulement des marchandises et des capitaux, mais des gens, aujourd'hui c'est le contraire. Il n'y a pas de circulation des personnes sauf exception. L'exception est encore une exception de masse, mais cela a des conséquences dramatiques sur le travail et le niveau de vie de la population parce qu'en 24 ans d'occupation, toute l'économie des territoires occupés a été intégrée et dépend de l'économie israélienne au niveau du travail et des marchandises. C'est un peu comme si les autorités israéliennes avaient dit : « Vous boycottez nos marchandises, alors vous ne travaillez pas chez nous. » - Boycott très relatif depuis le début de l'Intifada, comment pourrait-il en effet être total puisque les territoires occupés manquent de médicaments, de pétrole et d'électricité ? - Vous faites des attentats en Israël, alors vous n'entrez pas ! Vous restez chez vous ! »

Poussée jusqu'à ses dernières conséquences, cette politique condamne la population palestinienne à la famine. A mon avis, les lois du marché sont telles qu'on est arrivé à un seuil maximum. Dans la bande de Gaza, on estime approximativement que plus de 50% de travailleurs, dont c'était la seule ressource de revenus, qui travaillaient en Israël n'ont pas repris leur travail et ne le reprendront pas. De quoi vont-ils vivre ? Cette situation dramatique a toutes les chances de déboucher sur une situation identique à celle de 87, mais beaucoup plus violente. Qu'est-ce que c'était 87 ? Une situation sociale dramatique, une détérioration économique par suite de la crise économique en Israël, le sentiment d'être le dos au mur et de n'avoir plus rien à perdre. Puis l'Intifada a eu quelque chose à perdre, les acquis au niveau de l'opinion publique internationale et locale, de certains petits pas diplomatiques et elle s'est auto-limitée pour conserver ce qu'elle avait su ou cru obtenir. Une fois ceci remis en question et la situation se détériorant rapidement, on en revient, avec une expérience accumulée, à une situation identique qui nous rappelle 87 avec des gens qui ont le dos au mur et qui n'ont plus rien à perdre comme ils le disent eux-mêmes.

L. : Les territoires occupés deviennent de vastes ghettos, mais peut-on les comparer au Bantoustan en Afrique du Sud ? Il y a une différence dans le sens que la terre où sont ces ghettos est confisquée à grande allure par les Israéliens ?

M. : Ce n'est pas la même chose, mais c'est pire en ce sens que la politique de l'apartheid ne nie pas, ne pense pas nier la réalité noire en Afrique du Sud. Elle divise la population d'Afrique du Sud en deux ou trois réalités avec des droits différents ; une politique de séparation. Alors que la politique israélienne a comme arrière-fond - sans être un projet politique concret ou une stratégie précise -, de remplacer les Palestiniens par les Israéliens. Ce qui s'est passé en 48 et continue d'exister. Le débat sur le transfert est aujourd'hui large - il n'est pas seulement le fait de quelques radicaux extrémistes de droite - et remet officiellement sur la table cette perspective : comment nous débarrasser des Palestiniens ? Derrière la politique de colonisation dans les territoires occupés, derrière la politique de confiscation des terres dans les territoires occupés et en Israël même, derrière le vol des ressources naturelles et de l'eau en particulier, il y a un projet de repousser hors de l'endroit où elle se trouve la population palestinienne. Même si, à froid, rares sont ceux qui pensent que c'est faisable dans l'avenir immédiat, en arrière-fond, l'idée est permanente. Il faut le souligner car on pense stratégiquement ici.

L. : Il est évident que le but de la politique israélienne est d'expulser les Palestiniens des territoires occupés.

M. : Non, le but de la politique israélienne est d'avoir un Etat juif en Palestine. En conséquence, les Palestiniens n'existent pas et quand ils existent, ils sont un problème. Parfois on vit avec et, quand une occasion se présente ou se crée, on en profite pour résoudre un peu le problème. En 48 et encore dans le début des années 50, il a été résolu à une échelle de masse. Aujourd'hui, on le dit clairement au parlement : en 67, l'erreur a été d'avoir des territoires... occupés. On a pas eu comme en 48 des territoires qu'on a pu vider. Non pas qu'il n'y ait pas eu de tentatives, des centaines de milliers de Palestiniens ont été déportés, poussés, acculés à quitter le pays et ceux qui ont tenté de revenir en été 67, je me souviens très bien - c'est un des aspects de l'histoire israélienne que l'on commence seulement récemment à évoquer - ont été massacrés par milliers. « Le Jourdain était rouge de sang », un poète a eu le courage de l'écrire à cette époque. Les soldats avaient des consignes de tirer sur tout ce qui bougeait venant d'est en ouest.

Transcription
Christiane Passevant

(1) L'AIC a publié dernièrement *Three years of Intifada* (Trois ans d'Intifada) qui regroupe tous les numéros hebdomadaires de *News From Within* depuis décembre 87 et aussi un petit annuaire de tous les mouvements et associations alternatives existant en Israël et dans les territoires occupés, *Palestine and the Other Israel*. (*Alternative Directory of progressive groups and institutions in Israel and the Occupied Territories*).

(2) Voir le livre de Maurice Rajsfus, *L'Ennemi intérieur*. (en vente à la librairie du Monde Libéraire) et l'article de Simone Bitton, « Jours d'été à Gaza-Plage », in *L'Autre Journal* de septembre 1991.

(seconde partie au prochain n°)

O N
L'E
ch
les hom
plus vite,
de gaine
quelques m
Depuis p
consacre d
tion de no
ports. Cha
les grands
au cœur de
L'Aquitai
sie de vite
geants veu
autoroute
Saragosse
Pyénées ;
central de
Investis
demandera
vaux, et c
l'argent p
départeme
Ouvrage
les Landes
sauvage va
niers ours.

R
C
HEZ
lutte
de combat.
demeurée e
tiques de gr
s, fortes m
arrogante, s
d'un encadr

COLLECT
STEPHAN
Le collecti
jours finir
est partie p
samedi mat
réunions, r
nelles, la
Michel-S
Etienne.

RENCON
ANTI-INSE
ANTI-HIE
Le diman
de 10 h, un
anti-inspe
aura lieu
cipée (8,
Gare-de-L
[16] 46.28.5
Tous les mi

B
(obj
passe e
le 13
Venez le
de
au Tribun
pl
3

VALLEE D'ASPE

Autoroute : no pasaran !

ON sait maintenant ce que sera l'Europe de 93 : un immense marché où les objets manufacturés et les hommes devront circuler de plus en plus vite, par l'autoroute ou le TGV, afin de gagner plus d'argent en gagnant quelques minutes...

Depuis plusieurs années, chaque pays consacre des sommes colossales à la création de nouvelles infrastructures de transports. Chaque région veut se brancher sur les grands axes de circulation, afin d'être au cœur de l'Europe du XXI^e siècle.

L'Aquitaine n'échappe pas à cette frénésie de vitesse et de modernité. Ses dirigeants veulent construire une nouvelle autoroute Bordeaux-Valence via Pau et Saragosse avec un long tunnel sous les Pyrénées : le tunnel du Somport, maillon central de l'axe.

Investissement gigantesque, qui demandera au moins 15 à 20 ans de travaux, et qui sera bien sûr payé par l'argent public (Europe-Etat-région-département).

Ouvrage pharaonique, qui défigurera les Landes, le Béarn et la magnifique et sauvage vallée d'Aspe, la vallée des derniers ours...

Délire de technocrates, concrétisant les fantasmes d'élus locaux, des chambres de commerce et justifiant l'existence même du ministère de l'Équipement, qui devrait se contenter de n'être qu'un ministère de l'entretien.

L'union sacrée s'est faite autour de ce projet, et depuis deux ans Labarère, député PS, et Inchauspé, député RPR, rivalisent d'ardeur pour s'attribuer la paternité du projet.

Projet, qui est devenu, hélas, réalité puisque les travaux de la rampe d'accès au futur tunnel ont commencé dès le 2 septembre, quelques jours seulement après la déclaration d'utilité publique prise par le préfet des Pyrénées-Atlantiques.

Début des travaux qui a immédiatement déclenché la réaction de l'association locale de sauvegarde de la vallée d'Aspe, dont une vingtaine de ses membres sont allés occuper le chantier, ralentissant considérablement le déroulement des travaux.

Après cinq jours d'occupation à peu près conviviale avec les ouvriers et plus tendue avec les patrons, sous la surveillance passive de la gendarmerie locale, une trentaine de gendarmes évacuèrent les vingt manifestants dès le lundi de la deuxième

semaine. Les travaux pouvaient alors reprendre sous la protection des forces de l'ordre.

La troisième semaine, suite à une journée entière de blocage du chantier par 45 militants, le préfet envoya 40 gendarmes mobiles pour impressionner et décourager les perturbateurs. Ce fut raté, car les actions même épisodiques ne se sont jamais arrêtées.

Jusqu'à présent, les poursuites judiciaires en comparution immédiate n'ont entraîné que des condamnations avec sursis et nous avons même été relaxés pour les inculpations de pénétration sur un chantier interdit au public et atteinte à la liberté du travail (jugement en appel). Le seul danger vient encore de notre petit nombre, même si depuis le premier jour plus de 150 personnes sont venues au moins une fois, il n'y a eu vraiment qu'une quinzaine de militants actifs, qui pourraient faire les frais d'une répression judiciaire.

Si demain nous sommes ne serait-ce qu'une centaine chaque jour, le rapport de force basculera en notre faveur. Nous pourrions bloquer le chantier toute la journée, et comme l'action se situe en pleine nature, dans la forêt, les gendarmes ne

pourront même plus embarquer tout le monde !

En quelques mois de guérilla, nous pouvons faire dérailler leur machine infernale, faisant ainsi mordre la poussière à toute la classe dirigeante aquitaine et aragonaise.

Ce combat est exemplaire. Il doit rassembler tous les défenseurs de la nature et tous les opposants à la société productiviste et mercantile qui est la nôtre.

Dans une société où on ne sait plus trop contre qui se battre, tant les oppressions et aliénations sont diffuses, variées et inattaquables, ces nouvelles luttes contre les grands projets d'aménagement du territoire nous offrent des terrains neufs où notre révolte peut s'exprimer efficacement et... victorieusement.

Ainsi, on touche le cœur du système, en empêchant sa croissance, et on peut espérer le voir un jour s'effondrer.

Coordination pour la sauvegarde de la vallée d'Aspe

N. B. : occupation permanente du chantier depuis le 28 octobre. Pour plus de renseignements, contactez la CSAVA, Maison dans la montagne, 64490 Cette-Eygun. Tél. (16) 59.34.78.83.

ANTICLERICALISME

Billet de mauvaise humeur

M. Duval n'est pas content. Il trouve qu'en France la « vraie laïcité » est en danger. Voilà qui est intéressant.

Mais qui est donc ce M. Duval ? Monseigneur Duval, évêque de Rouen et président de la Conférence épiscopale, qui s'est miraculeusement réunie à Lourdes du 23 au 30 octobre. Il a dit textuellement : « Depuis quelques années, des artistes, des publicitaires, se sont emparés des images et symboles religieux pour les utiliser dans un sens qui les travestit et les tourne en dérision ».

Sur sa lancée, M. Duval propose « de ne pas autoriser la diffusion d'images et de réalisations susceptibles de heurter plusieurs millions de Français ». Et il conclut « en demandant que la foi catholique soit respectée au même titre que celle des autres croyants de ce pays ».

Je ne peux évidemment approuver quelqu'un qui exige ouvertement de l'Etat qu'il censure des artistes et même des publicitaires, y compris quand ils nous offrent, au moment du repas, des images répugnantes, comme celle d'un prêtre embrassant grassement une bonne sœur.

Toutefois, il me semble que la liberté n'est pas la licence, et je pense qu'on pourrait sans inconvénient supprimer ce vidéo-clip diffusé le dimanche matin à la télévision, sur A2 à 10 h 30, qui est une véritable escroquerie. Et qui me heurte, en tant que croyant de ce pays, croyant en la non-croyance de la Sainte Trinité. Il est évident, en effet, que l'on s'empare des images de l'athée, pour les tourner en dérision. J'en veux pour preuve l'ironie avec laquelle on traite le thème traditionnel de la tournée générale : un acteur, lourdement travesti en femme, lève son verre en tournant le dos, et finit par s'envoyer son godet, sans trinquer, et sans remettre ça aux copains !

A trois semaines de la campagne du beaujolais nouveau, ce clip est insultant pour les millions et les millions de Français qui s'approprient à sacrifier à la religion du comptoir.

Je demande donc solennellement à Edith Cresson d'interdire ce clip du dimanche. Il s'intitule Le Jour de Seigneur.

Guimou de la Tronche

Renault-Cléon : Lévy l'« extrémiste »

CHEZ Renault, les salariés ont depuis quelques décennies une culture de luttes très dures, contre un patronat de combat. Et l'usine de Cléon n'est jamais demeurée en reste pour ce qui est des pratiques de grève avec occupation de l'entreprise, fortes mobilisations face à une direction arrogante, sachant à l'ouïe les sympathies d'un encadrement malléable.

Les 16 et 17 octobre, donc, tout commença par quelques débrayages, suivant en cela l'exemple des consœurs de Sandouville, Le Mans... Devant la montée en pression du personnel, qui en avait plus qu'assez de défendre le losange pour des roulaquettes (5 000 F à l'embauche, 6 500 F au bout de vingt ans d'ancienneté), les syndicats CGT, CFDT, CGC proposèrent de condamner les

accès de l'usine, tout en laissant entrer le personnel non-gréviste. La grève était encore « responsable », pensait M. Guillimin, le directeur des lieux. Mais, on sait bien qu'à ce régime-là les revendications avancées (1 500 F d'augmentation, primes trimestrielles revues à la hausse, arrêt des heures supplémentaires - notamment le samedi) ne peuvent être satisfaites, même en partie, puisque la production continue.

Et 80% de grévistes, ça parle, ça crie, ça occupe une usine et la vide de tout zèle !

La direction a bien essayé quelques passages en force le lundi 28 octobre, de très bonne heure (c'est l'heure des filices et des huissiers), mais le complet-veston s'accommoda mal du jaune d'œuf, qui fut servi à jets nourris. La direction a bien tenté aussi de faire signer une pétition dans laquelle il était affirmé le droit de grève mais aussi celui de la liberté du travail. Ben voyons ! Elle est allée aussi jusqu'à aller débâcher de pauvres cadres de Sandouville en leur demandant de jouer les kamikazes.

Bref, les patrons « extrémistes » de Renault-Cléon auront tout essayé. Mais le 24 octobre, journée d'action FO et CGT, ils n'avaient pas prévu que l'ensemble du groupe se mettrait en grève à doses variables dans toutes les usines, y compris les succursales de vente et de réparation (à Rouen, notamment).

Il est certain que le « pion » Lévy est observé de près par le gouvernement, qui hésite à lui prêter ses matraques roses. Les infirmières en ont déjà tâté et cela fait mauvais effet à quelques mois des élections. D'autre part, proposer un médiateur ou presser Lévy de négocier, et c'est toute la politique salariale des établissements nationalisés (encore un petit peu) qui saute.

La population elbeuvienne est très attentive à l'évolution de ce conflit, quand on sait que cette région figure parmi les plus touchées par le chômage (+ de 20%) et la misère.

Et la solidarité ouvrière joue à plein avec des « renforts » venus de Rhône-Poulenc, EDF, La Chapelle-Darblay...

A suivre !

Groupe FA de Rouen
64, rue Beauvoisine, 76000 Rouen

Associations

COLLECTIF LIBERTAIRE STEPHANOIS

Le collectif libertaire « Les Mauvais jours finiront », où le groupe Makhno est partie prenante, ouvre son local le samedi matin, à partir de 10 h pour les réunions, rencontres, discussions informelles, la bibliothèque, au 19, rue Michel-Servet, 42000 Saint-Etienne.

RENCONTRE DES COLLECTIFS ANTI-INSPECTION ET ANTI-HIERARCHIE

Le dimanche 10 novembre, à partir de 10 h, une rencontre des collectifs anti-inspection et anti-hiérarchie aura lieu au local de l'Ecole émanicipée (8, impasse Crozatier [M^e Gare-de-Lyon], 75012 Paris. Tél. : [16] 46.28.50.49).

Tous les militants anti-hiérarchiques,

Bruno Bonnefoy (objecteur-déserteur) passe en procès à Toulouse le 13 novembre, à 14 h. Venez le soutenir ou envoyez des télégrammes au Tribunal de Grande Instance, place des Salins, 31000 Toulouse.

tous ceux et toutes celles qui sont intéressés par ces questions sont invités à participer à la rencontre.

Ce sera une occasion de confronter nos situations et nos actions, dans la région parisienne comme en province, d'envisager les perspectives pour cette année. Cette réunion débouchera aussi sur l'élaboration d'un nouveau numéro de Résistance et la diffusion de l'affiche réalisée par le collectif parisien. Nous ferons aussi le compte-rendu de l'entrée du 16 octobre à l'Assemblée nationale entre des représentants des collectifs 13 et 75 et J.-M. Belorgey, président de la commission des affaires sociales...

Avec l'entrée dans les faits de la réforme Jospin, nous assistons à un renforcement de la hiérarchie, du pouvoir et des rôles des inspecteurs comme des chefs d'établissement et directeurs d'école ; et même si certaines mesures comme celle de la suppression de la note dans le barème des mutations des enseignants du second degré semblent aller dans notre sens, en règle générale c'est plutôt une aggravation du poids de la note et des avis hiérarchiques dans le déroulement des carrières qui est programmée. Ce sont de bonnes raisons pour ne pas baisser les bras... alors rendez-vous au 10 et 11 novembre.

Info transmise par Eric Dussart (FA de Lille)

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : 49.29.98.59.



Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n°(inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Un procès au goût amer

(suite de la « une »)

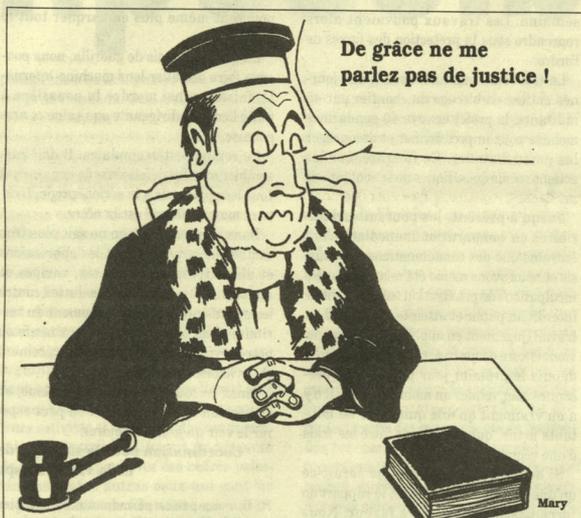
pour s'attirer les grâces de sa hiérarchie ou des primes de fin de mois, on commet des fautes professionnelles et délicieuses très lourdes.

Le directeur de la maison d'arrêt nous a publiquement diffamés en prétendant que nous aurions, mon confrère et moi, donné instructions ou conseils de refuser les propositions de l'administration pénitentiaire lors de la tentative d'évasion ! C'est particulièrement révoltant et scandaleux. C'est exactement le contraire qui s'est produit sous le témoignage et la présence physique de deux représentants du consulat d'Algérie, venus sur les lieux en même temps que nous !

« Je vous confirme que les otages buvaient des verres de thé et déambulaient librement... »

ML : Pourriez-vous nous donner dans ce cas votre propre version après celle du directeur de l'établissement ?

Maitre Bouaita : Lorsque nous sommes arrivés sur les lieux, sur demande de l'administration pénitentiaire et des deux condamnés, la tension était très vive et vous pourriez vous reporter à ce sujet au témoignage des journalistes qui ont publié des papiers sur cette affaire. Nous avons été courtoisement reçus et je dois dire que le directeur de la maison



d'arrêt me paraissait même trop mielleux pour ses fonctions.

Nous avons pu convaincre Hakkar, avec l'aide et des promesses du Consul algérien de saisir les autorités françaises, d'abandonner ses intentions suicidaires.

Grâce à nos efforts, la tension avait considérablement baissé et c'est pourquoi l'administration avait pu organiser par devers nous son intervention en feignant de vouloir négocier. Nous étions

alors arrivés à la proposition peu coûteuse d'un communiqué à la presse sur la motivation des actes désespérés des deux condamnés.

Je vous confirme que les otages buvaient des verres de thé et déambulaient librement dans le couloir entre les deux grilles. Mieux encore, réclamant de l'aspirine, le surveillant en captivité échangeait librement ses impressions avec ses collègues par-delà les grilles.

Je présume que c'est à cette occasion que la décision d'intervenir fut prise car il avait dû les informer de la facilité de la grenade.

« J'attends l'extrait du plumeau d'audience pour déposer une plainte avec constitution de partie civile et saisir la Chancellerie. »

C'est bien pourquoi les prétendus copeaux de bois trouvés dans la cellule de Teixeira et révélant cet élément capital ne résistent pas au plus simple examen critique car la grenade n'était pas fabriquée de bois, mais de plastique. Les copeaux de bois accréditent la clairovoyance et l'efficacité de l'administration pénitentiaire alors que l'élément capital d'appréciation de la crise tenait au fait banal que les preneurs d'otages n'avaient en l'espèce ni la détermination criminelle ni la violence qu'on leur prêtait.

ML : Que pensez-vous des témoignages à la barre ?

Maitre Bouaita : Peut-on les appeler réellement des témoignages ? Voilà la question que je me pose, car lorsqu'on est à la fois agressé et oppresseur et que l'on « témoigne » contre son agresseur sans le moindre risque dans une affaire aussi sensible, l'on comprend très facilement le dévoiement du processus judiciaire, auquel on peut être tenté en accablant impunément et sans frais les inculpés.

Si je ne peux témoigner des conditions dans lesquelles la matinée a pu se terminer, je peux au moins vous certifier que dans le premier quart d'heure de notre arrivée les victimes n'avaient pas l'apparence de personnes traumatisées. L'atmosphère était plutôt bon enfant.

ML : Pour en revenir au témoignage du directeur de la maison d'arrêt que vous estimez scandaleux, pensez-vous aller plus loin ?

Maitre Bouaita : Je vous certifie le faire et j'ai déjà dressé un rapport d'audience à mon bâtonnier à Alger. J'attends l'extrait du plumeau d'audience pour déposer une plainte avec constitution de partie civile et saisir la Chancellerie.

J'ai, par ailleurs, dénoncé le comportement délictueux du directeur de la maison d'arrêt dans au moins six organes de presse. On ne peut tolérer d'être agressé aussi perfidement et en public par des fonctionnaires tenus à un minimum de réserve, sinon de retenue ou d'honnêteté.

Vous savez, bien entendu, qu'il nous accusait gratuitement et avec une extrême désinvolture d'être les complices actifs de nos clients !

Très fier de ma nationalité, j'en garde l'impression que les préjugés sont tenaces : avec mes moustaches et mes cheveux noirs, il a dû se dire que je devais bien ressembler à mon client.

Je ne vois aucune autre explication logique à son comportement.

Interview recueillie au lendemain du procès du 23 octobre et transmise par Pascale Choisy

INITIATIVE DE SOLIDARITE CONTRE LA « TORTURE BLANCHE »

Plate-forme des Comités d'action contre l'isolement carcéral

La semaine dernière, Edouard Tarquin nous a offert un plaidoyer plein d'émotion contre les Quartiers d'isolement ; aujourd'hui, voici publiée la plate-forme des Comités d'action contre l'isolement (CACI). En quelques mots précis tout un système est mis en accusation, et un engagement vous est proposé.

DEPUIS l'hiver 1990, la revendication pour l'abolition de l'isolement carcéral est à nouveau mise en avant à l'intérieur des prisons en France. De nombreux prisonniers se succèdent ainsi dans cette lutte, au travers de mouvements de protestation et notamment de grèves de la faim collectives ou individuelles, actuellement.

Mais c'est depuis de nombreuses années que le régime de détention qu'est l'isolement carcéral est dénoncé par l'ensemble de la population pénale comme étant une véritable « torture blanche » ; un régime disciplinaire draconien qui, petit à petit, anéantit physiquement et psychologiquement ceux qui y sont soumis au moyen de techniques de désocialisation sophistiquées : solitude absolue 24h/24 pendant des mois, voire des années, censure systématique du courrier, transferts d'une cellule à une autre ou/et d'une prison à l'autre, droits de visite réduits au minimum, fouilles

systématiques à chaque mouvement dans la prison, perquisitions dans les cellules, brimades diverses...

Si l'isolement carcéral est le régime le plus destructeur mis à la disposition de l'Administration pénitentiaire, il ne constitue cependant pas une contradiction dans sa politique carcérale, bien au contraire. Toutes les techniques de désocialisation et de répression qui, en s'additionnant, forment le régime de l'isolement carcéral, sont utilisées à des degrés divers à l'encontre de la population pénale. L'isolement est le résultat logique d'une politique de désocialisation et de répression décidée par le gouvernement et planifiée par l'Administration pénitentiaire.

Si le nombre réel des prisonniers à l'isolement reste occulté par l'Administration pénitentiaire, les objectifs qu'elle poursuit à travers cet emploi sont eux très clairs : isoler les prisonniers contestataires les uns des autres et du reste des prisonniers,

puis les plier à son autorité ; court-circuiter ainsi toute collectivisation des détenus dans la défense de leurs intérêts.

Ainsi sont placés à l'isolement les détenus les plus déterminés à remettre en cause leur situation, personnelle ou collective : qu'ils refusent les conditions de détention à l'intérieur des prisons ; qu'ils refusent de se soumettre aux décisions de la Justice ou à ses lois ; qu'ils refusent de se renier et revendiquent ce qu'ils sont et ce qu'ils ont fait ; ou qu'ils contestent ouvertement les institutions et l'ordre social qui les ont poussés dans l'illégalité et la délinquance.

Délinquance prolétarienne

Car, comme l'est l'écrasante majorité de la population pénale, les détenus à l'isolement sont principalement des prolétaires qui, eux, refusent de se faire acculer toujours plus loin par les politiques des gouvernements successifs ; politiques de « rigueur » qui poussent dans la précarité, le chômage et la marginalité des millions d'ouvriers (dont, en particulier, les jeunes et les immigrés) et qui en emprisonnent toujours davantage pour se prévaloir des problèmes et tensions qu'elles provoquent.

Sont placés à l'isolement les prisonniers qui refusent de « jouer le jeu » selon des

règles qui ne sont pas les leurs et qui le manifestent à travers des moyens à leurs portées ; ainsi on y trouve des grévistes de la faim, des évadés repris, des mutins désignés comme « responsables » des nombreuses révoltes qui ont secoué le système carcéral français, des prisonniers politiques...

Depuis les nombreuses années qu'il se poursuit, le mouvement de lutte des prisonniers contre la prison, contre l'isolement a pris une ampleur et des formes différentes, que ce soit des grèves de la faim, des mutineries, des prises d'otages d'agents de l'Administration pénitentiaire... Violence, il y a eu ! Violence, il y aura ! En ce qui nous concerne, nous refusons de nous différencier, de faire un choix de soutien ou de non-soutien à telle ou telle forme de lutte. Nous affirmons simplement qu'elles font partie d'une mémoire collective de ces mouvements. Elles sont la réponse à la situation de tension provoquée par l'enfermement et la tentative d'anéantissement absolu de ces prisonniers rebelles ou/et politiques.

Les Comités d'action contre l'isolement carcéral (CACI) se sont constitués tout autant pour dénoncer le moyen employé par l'Administration pénitentiaire (avec l'aval de la Chancellerie) qu'est la torture par l'isolement, que pour dénoncer les objectifs qu'elle poursuit à travers cet

emploi. Conscients que ce n'est ni par « ignorance » ni par « négligence » que le gouvernement socialiste continue à légitimer cet emploi, les CACI se donnent comme objectif de le contraindre à abolir l'isolement carcéral sous toutes ses formes. Ceci au moyen d'une vaste mobilisation : en soutenant les détenus en lutte contre l'isolement, en informant et en sensibilisant l'opinion la plus large et en incitant chacun à se positionner publiquement quant à cet emploi.

Des individus de diverses villes de France, membres ou non d'associations militantes sur le « terrain de la Justice et de la prison », se sont regroupés autour de cette plate-forme et ont décidé d'apparaître sous la forme et l'appellation de Comités d'action contre l'isolement et d'en favoriser la création de nouveaux.

Comités qui, tout en étant coordonnés dans la gestion et la mise en pratique d'une campagne contre l'isolement à l'échelle nationale, gardent leur autonomie dictée par leurs opportunités locales.

La Coordination nationale des comités d'action contre l'isolement

N.B. : il existe des CACI à Paris, Lille, Toulouse, Troyes, Dijon et Aix. Pour contacter la coordination, écrivez à : CACI c/o Kaliméro, BP 21, 59007 Lille cedex.

Déviante et punition en société anarchiste

Le 28 septembre dernier, les animateurs de l'émission « Ras-les-murs » (Radio-Libertaire) organisaient le colloque : « Anarchie et prison ». A l'occasion du bicentenaire du Code pénal, il nous a semblé intéressant de vous rappeler, par de larges extraits, les positions anarchistes sur le problème de la délinquance et de la criminalité en société libertaire, qui ont été avancées par Gaetano Manfredonia lors de ce colloque.

Le problème de la criminalité, ou d'une manière plus générale de la déviance dans une société anarchiste, ainsi que des moyens à employer pour y remédier, a sans doute, pour nous libertaires, une valeur centrale. Bien souvent, d'ailleurs, on a une tendance à aborder cette question comme s'il s'agissait d'un « cas limite » ou prétendu tel. Bref, une sorte de ban d'essai pour nos doctrines tout court.

En effet, à travers l'analyse de cette question, il s'agit non seulement de répondre à un certain nombre d'objections que l'on peut qualifier de « vulgaires », mais aussi d'une manière plus générale de montrer la pertinence et la viabilité du projet anarchiste tout entier, c'est-à-dire d'une société fondée sur les principes d'égalité, de liberté et d'entraide, où toute forme de domination ou d'exploitation de l'homme par l'homme aurait disparu. Société pouvant s'administrer sans faire appel à aucune sorte d'arbitrage de nature gouvernementale.

Certes, nous sommes conscients que même une telle société ne saurait se passer d'une certaine forme de contrôle social, mais elle se nierait elle-même si ce contrôle faisait appel à des formes ou des modalités de réglementation du conflit social à caractère autoritaire amoindrissant la liberté de chacun.

Comme l'a admirablement écrit Bakounine : « Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. » (...).

Il serait cependant tout à fait insuffisant de notre part de nous en tenir à ces considérations à caractère général et d'oublier un autre des enseignements « bakouniniens », à savoir que l'on ne détruit vraiment que ce que l'on a remplacé. Et puisque toute société a ses « criminels », ses « déviants » (et la société anarchiste ne saurait échapper à la règle), comment alors la collectivité, les groupes, les individus se défendront-ils des atteintes et des abus qui pourraient s'exercer contre eux ?

Faut-il quand même préconiser en toutes circonstances toute la liberté, tou-

jours rien d'autre que la liberté, même à l'encontre de ses ennemis, même pour ceux du « prolétariat » ou du genre humain ? Liberté pour tous ceux qui commettraient des actes « anti-sociaux » ? Pour les « monstres » aussi ? Faut-il « laisser faire » ou bien alors la collectivité devra-t-elle prendre des mesures ? Et si oui, de quelle nature et pour quels motifs exactement ?

Voilà autant de questions auxquelles nous sommes tenus de répondre et pour lesquelles nous ne pouvons nous borner à rester dans le vague ou bien nous en sortir avec des formules propagandistes à caractère général (...).

La vindicte sociale appelée justice

Parmi toutes les écoles socialistes des XIX^e et XX^e siècles, les anarchistes ont été sans doute parmi ceux qui ont dénoncé avec le plus de force tant les principes que les institutions régissant ce qu'il ont parfois désigné comme « la vindicte sociale appelée justice ». Et pour cause ! Le problème de la justice, ou plus exactement de la manière dont les individus ou des groupes au sein d'une société arrivent à s'arroger le droit de juger et d'infliger des peines à autrui pose déjà en lui-même le problème du pouvoir politique et des classes. Comme l'a fait remarquer Kropotkine : « La distribution de la justice a toujours été le principal instrument pour la constitution de tous les pouvoirs puisqu'elle représente la base même et le fondement le plus solide des pouvoirs constitués ; on peut dire, sans tomber dans l'exagération, que la question de savoir ce qu'on fera de ceux qui commettent des actes anti-sociaux contient déjà en elle la grande question du gouvernement et de l'Etat » (1).

Kropotkine précisera encore comment l'apparition et le renforcement de l'Etat moderne s'accompagne de l'émergence d'un pouvoir judiciaire confiscant à son profit le droit de faire justice traditionnellement confié aux communautés villageoises. « L'Etat et la justice (c'est-à-dire le juge et le tribunal institués spécialement pour établir la justice dans la société) sont deux institutions qui non seulement coexistent dans l'histoire, mais sont intimement liées entre elles par des liens de cause à effet » (2). La lutte contre l'une ne saurait donc être dissociée de la lutte contre l'autre (...).

Le crépuscule du droit pénal

Fort de cette critique, les libertaires n'ont eu de cesse de réaffirmer la nécessaire suppression sans autre transition du régime carcéral, tout comme celle des juges, des codes, des lois. Proudhon à cet égard a pu écrire qu'il s'agissait là d'une tâche prioritaire à accomplir lors de la révolution sociale, car laisser en vie une juridiction quelconque signifierait « élever un monument à la contre-révolution » (...).

Quant aux différentes formes de délits ou de crimes, les penseurs libertaires ont tous prédit leur inévitable déclin, voire leur disparition complète, en société libertaire tout autant par la suppression des causes qui aujourd'hui en sont à l'origine que les progrès de la raison, de la science ou alors par l'émergence de nouvelles

formes de sociabilité et d'entraide actuellement étouffées par une organisation sociale autoritaire et inique. L'ensemble des penseurs libertaires ont été sur ce point unanimes pour dénoncer dans les principales manifestations des crimes et des délits le produit de la mauvaise organisation sociale (...).

Certes, Kropotkine n'exclut nullement la possibilité de l'existence ou de la persistance de formes de criminalité ou de délit également en « anarchie », ayant d'autres causes que les causes « sociales », mais celles-ci ne lui paraissent pas constituer un tel danger pour l'organisation libertaire au point d'envisager l'utilisation d'un traitement spécifique (...).

A l'objection souvent formulée à l'encontre des anarchistes : Mais, que feriez-vous de ces personnes qui commettent des actes de violence directe sur d'autres personnes ? Kropotkine répond donc par un refus décidé de toute pratique d'enfermement, y compris à caractère « médical » et préconise une véritable pédagogie de la liberté vis-à-vis du déviant ou du malade. « La fraternité humaine et la liberté sont les seuls correctifs à opposer à ces maladies de l'organisme humain qui mènent à ce que l'on appelle le crime » (3) ; et à l'appui de sa thèse, il cite une expérience de libération d'alliés en Belgique. « Les aliénés guérissent (...). On cria au miracle. On attribua les cures à un saint, à une vierge. Mais cette vierge, c'était la liberté ; ce saint était le travail des champs, le traitement fraternel » (4). Ce qui lui permet de conclure : « Plus de lois, plus de juges ! La liberté, l'égalité et la pratique de la solidarité sont la seule digue efficace que nous puissions opposer aux instincts anti-sociaux de certains d'entre nous » (5) (...).

Nous pensons que la question du traitement de la déviance et de la criminalité ne peut se réduire à un simple problème de l'emploi de « moyens » plus ou moins « conformes » aux principes anarchistes ou de leur opportunité, mais il est ici indispensable de préciser ou d'élargir la problématique même du sujet.

Nous pensons, en effet, que les limites essentielles des approches anarchistes traditionnelles que nous venons d'analyser résident moins dans une sous-estimation de la nécessité d'une inévitable défense sociale que dans la manière de poser la question.

Avant toute chose, il convient de souligner comment tout discours sur les formes de déviance dans une société anarchiste ne saurait faire l'impasse sur la question principale, à savoir : qu'est-ce qu'un déviant en société anarchiste. Il ne faut pas oublier à cet égard qu'un acte ou un comportement est considéré déviant dans la mesure où il porte atteinte à des valeurs communes. Les anarchistes devraient-ils alors, par exemple, pousser à sanctionner celui qui refuse de reconnaître la validité des valeurs libertaires ou qui garde un souvenir « trop vif » de l'ancien régime ? La réponse « théorique » est bien entendu non. En pratique, la réponse est moins aisée. Il y a aussi, cela va de soi, « déviance » et « déviance ». Mais jusqu'où et en fonction de quels critères s'établira le seuil de tolérance ? Il faut souligner d'ailleurs comment dans une telle société, même si les anciennes formes de déviances connues viendraient à disparaître, d'autres surgiraient qui seraient liées directement aux modalités nouvelles de l'organisation libertaire. Comme l'a souligné Berneri, des comportements vis-à-vis d'autrui qui,

actuellement, sont tolérés car appartenant au système de valeurs « autoritaire » dominant (exemple : discrimination vis-à-vis des femmes, comportements sexistes...) seraient considérés comme « déviants » dans une société anarchiste et jugés inacceptables socialement, ce qui engendrerait à coup sûr des formes de réaction individuelles et collectives. (...)

L'approche contractuelle et fédéraliste de Proudhon permet justement de dégager ceux que l'on pourrait définir comme les cadres conceptuels d'un futur « droit social » qui n'exclut pas la possibilité d'utiliser des moyens de coercition directe contre le « déviant », mais dans le cadre de droits et de devoirs réciproques librement débattus et consentis et toujours dans le but de rétablir l'égalité ou réparer les dommages provoqués.

C'est encore Proudhon qui, sur ce point, nous paraît offrir les indications les plus précieuses en proposant :

- le remplacement des principes actuels des peines et des châtiments par celui de la réparation du dommage subi par autrui ou la collectivité ;
- le remplacement des institutions judiciaires par le droit d'arbitrage reconnu à tout le monde (6) (...).

Une société en devenir

Répétons-le, une société « anarchiste » où le non-respect des engagements serait systématique et les actes de délinquance ou de criminalité massifs et généralisés, ne pourrait pas subsister en tant que telle.

Le vrai problème de la déviance en société anarchiste ne nous paraît donc pas être en définitive celui concernant le traitement des crimes et délits (pour qui des mesures adéquates peuvent se concevoir), mais de celui beaucoup plus général et décisif de la déviance par rapport aux modalités et aux principes la régissant.

Nous devons ici aussi abandonner la vision eschatologique et religieuse qui accompagne bon nombre d'expressions du socialisme libertaire (ou marxiste, d'ailleurs) consistant à voir dans l'écllosion d'une société juste et égalitaire un processus « irréversible » qui selon les points de vue « fermerait » ou ouvrirait une « ère » et marquerait la fin ou le début de l'« Histoire », toujours avec un grand H, bien entendu... l'histoire de l'homme n'a ni de finalité ni de développements inéluctables ou prédéterminés à l'action des hommes eux-mêmes, mais c'est en modifiant les structures sociales que nous pouvons modifier les rapports entre les hommes.

Le projet anarchiste fondé sur la généralisation à tous les aspects de la vie sociale des principes de liberté et d'égalité n'offre à cet égard qu'une solution au problème de l'exploitation de l'homme par l'homme, ou plus exactement il ouvre la voie à une multiplicité de solutions elles-mêmes sujettes à modification et s'adaptant aux lieux et circonstances. Une éventuelle société anarchiste ne saurait prétendre offrir aucune garantie absolue de réussite, ou même de continuité dans le temps, mais, forme d'organisation sociale ouverte à base contractuelle, elle peut espérer suivre des évolutions successives ; elle doit de ce fait être considérée comme en perpétuel devenir et toujours en construction.

Le mode d'organisation anarchiste donc ne prétend pas fournir des solutions

toutes faites à tout, mais offre une clef pour résoudre « au mieux » l'ensemble des problèmes de nos sociétés modernes.

Pour nous, en conclusion, le possible fonctionnement d'une société anarchiste n'est pas lié à l'acquisition ou à l'écllosion d'une mentalité « spéciale » chez la grande majorité des gens, ce qui les rendrait « aptes » à vivre en anarchistes « sans dieu ni maître », mais bien davantage à l'étendue du consensus que les modalités d'organisation libertaire pourront espérer obtenir de couches de plus en plus vastes de la population. Cela nous conduit en fait à deux autres questions, à savoir :

- les conditions de l'élargissement des bases sociales de l'anarchisme (il faut abandonner une vision trop étroitement « ouvriériste ») ;
- les modalités de la défense de la révolution elle-même, soit des attaques internes, soit des attaques externes, et tout particulièrement des anciennes couches bourgeoises voulant reconquérir leur hégémonie.

Tant les expériences de la Makhnovtchina que de l'Espagne 36 peuvent nous fournir sur ce point des indications précieuses sur ce que l'on pourrait appeler l'« anarchisme de guerre ». Il n'est pas possible, bien entendu, d'aborder ces questions en tant que telles dans le cadre de cet article. Bornons-nous ici à rappeler comment Leval aimait préciser que si la révolution en marche comportait certes le « peuple en armes », elle nécessitait aussi l'approvisionnement régulier des populations...

Et c'est justement dans la mesure où le nouvel ordre anarchiste sera capable de répondre au mieux aux besoins collectifs de la population qu'il y aura des chances que la grande masse de celle-ci se rallie à la révolution. Oui, nous anarchistes, nous avons fait le pari de la liberté !

**Gaetano Manfredonia
(groupe Pensée et Action)**

- (1) Kropotkine, *Les Prisons*, édition des Temps nouveaux, n° 43, 1910, p. 3.
- (2) Kropotkine, *L'Organisation de la vindicte sociale appelée justice*, La Brochure mensuelle, n° 157, p. 4.
- (3) Kropotkine, *Les Prisons*, p. 28.
- (4) Kropotkine, *Les Prisons*, p. 35.
- (5) Kropotkine, *La Loi et l'Autorité*, éd. des Temps Nouveaux, n° 65 (1ère édition 1892), p. 24.
- (6) «... Du reste, la voie est tracée : les tribunaux de commerce, les conseils de prud'hommes, les constitutions d'arbitres et les nominations d'experts si fréquemment ordonnées par les tribunaux sont autant de pas déjà faits vers la démocratie de la justice. Pour mener le mouvement à fin, il suffit d'un décret donnant autorisation d'informer et jugement exécutoire à tous arbitrages, constitués à la demande de parties quelconques. » Proudhon, *Idee générale de la révolution au XIX^e siècle*, éd. Marcel Rivière, pp. 315-316.

N. B. : L'intégralité des propos de Gaetano Manfredonia sur le sujet évoqué a été publiée en juin 1987 dans le n° 3 de la revue les *Celliers rouges*.

Chaque mercredi de 21 h à 23 h écoutez « Ras-les-murs », l'émission de Radio-Libertaire (89.4) sur l'enfermement carcéral et psychiatrique.

MADAGASCAR

L'île malheureuse (II)

Après un historique portant sur l'antériorité de la colonisation, notre correspondant angevin vous propose la seconde partie de son étude sur Madagascar, axée sur la période de ladite colonisation française. Nous terminerons la semaine prochaine sur l'actualité brûlante de la « grande île ».

ARRIVÉS à Tananarive le 16 septembre 1896 avec un renfort de troupes, le général Gallieni s'attela immédiatement à sa mission de « pacification ». Le gouvernement français, accaparé par l'affaire Dreyfus, n'avait pas le temps de s'occuper de près de la lointaine Madagascar. Gallieni en profita pour régner en maître absolu : en tant que gouverneur général, il disposait des pleins pouvoirs, tant civils que militaires. Pendant neuf ans (1896-1905), il prit toutes les décisions (exécution des dirigeants malgaches, emprisonnements, créations de sociétés coloniales, octroi de très vastes concessions à des colons...) sans jamais en référer à Paris.

La résistance commença dès les premiers jours de l'occupation française. Sur les régions côtières, surtout dans le sud et l'ouest, les populations refusèrent de se soumettre. Les hommes se battirent farouchement, mais ils finirent par déposer les armes : à quoi bon des lances et des sagaies face aux fusils des militaires français ? En Imérina, pourtant, un réseau de résistance fut organisé : celui des Menalambas (ou Toges rouges). Les Menalambas attaquaient les garnisons françaises et menaient des expéditions punitives contre les Malgaches collaborateurs. Bien sûr, ces actes de nationalisme furent qualifiés d'actes de banditisme et les autorités sanctionnèrent sévèrement les compatriotes qui leur portaient assistance. Les Menalambas furent tous capturés au mois de juin 1897. Les récits de cette épopée furent évoqués pendant longtemps dans les familles, nourrissant une prise de conscience nationaliste. De plus, les répressions de Gallieni créèrent entre les malgaches des différentes régions une certaine solidarité et contribuèrent à faire leur unité.

Gallieni se comporta en véritable gouverneur général des colonies dans tous les sens du titre ; ses œuvres furent nombreuses :

- « pacification » ;
- création de garnison dans toute l'île ;
- distribution de concessions aux colons venus de la Réunion et de métropole, ainsi qu'à des sociétés coloniales ;
- création d'un impôt par tête (capitation) ;
- instauration des corvées obligatoires pour réaliser les travaux publics ;
- instauration du français comme langue officielle et langue d'enseignement...

Afin de diviser les Malgaches, il mène une politique des ethnies : il crée délibérément méfiance et suspicion entre les habitants des hautes terres d'un côté et ceux des régions côtières de l'autre. Il intensifie, par exemple, l'enseignement en Imérina et forme des cadres exclusivement mérina et betsileo, qu'il envoie ensuite assurer l'administration dans l'île entière. Ce décalage entre habitants des régions centrales et côtières fut entretenu intentionnellement par tous les gouverneurs généraux jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Quelques années après le départ de Gallieni, l'intelligentsia malgache de Tananarive créa une société secrète : le VV, Vato, Sakelika (« Fer, Pierre, Ramifications »). Son objectif : défendre la culture malgache dans le cadre d'une société

plus moderne. Mais son caractère patriotique fait très vite prendre au VVS un aspect et un rôle politique ; ce qui affole complètement les autorités coloniales. Le VVS fut dissout en 1915 ; presque tous ses membres arrêtés et condamnés aux travaux forcés. Son inspirateur, le pasteur Ravelojaona, resta longtemps une figure charismatique de l'île.

Le fossé se creuse

Par la suite, un de ses admirateurs, le journaliste Jean Ralaimongo, d'origine betsileo, dans des articles enflammés, dénonce les abus du colonialisme, rejette la domination coloniale et demande l'égalité des droits pour les Malgaches. Les aspirations nationales se dessinent peu à peu, le succès du Front populaire en France insufflant de plus en plus un grand espoir. Pour donner un support à toutes les revendications, on pensait sérieusement à Tananarive à la création d'un parti politique nationaliste, porte-parole de tout le peuple malgache dans sa conquête de la souveraineté. Mais la Deuxième Guerre mondiale éclata en Europe ; les nationalistes cessèrent alors leur campagne politique pour se ranger du côté de France, et des centaines de Malgaches partirent combattre sur le front.

Durant cette période de 1896 à 1939, de grands travaux furent effectués : percements de routes reliant la capitale aux grandes villes des provinces, création de trois lignes de chemin de fer (Tananarive-Tamatave, Tananarive-Antsirabé, Fianarantsoa-Manakara). Dans le domaine agricole, beaucoup d'efforts furent déployés en vue de l'exportation : bois, riz, canne à sucre, manioc, bovins... Mais tous les bénéfices allaient dans les caisses des sociétés coloniales, notamment la Compagnie marseillaise de Madagascar, la compagnie lyonnaise de Madagascar et la Société commerciale et industrielle de l'Emyrne. Toutes les ressources agricoles et minières furent pillées par ces sociétés ; les ouvriers et les employés qui travaillaient étaient exploités le plus possible ; salaires dérisoires, horaires impossibles, aucun droit de revendiquer. Si des routes étaient construites, c'était surtout pour faciliter l'acheminement des produits de ces sociétés et non pour l'échange entre les autochtones. Pour faire avancer les travaux à moindre frais, le gouvernement général créa le Service de main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général (SMOTIG). Les colons s'enrichissaient ainsi énormément. Le fossé se creusait inexorablement entre le peuple malgache et l'administration française.

La guerre accentua ce fossé. En effet, le gouverneur général Annet se rallia à Vichy et les pratiques coloniales devinrent plus dures. Heureusement, Winston Churchill décida d'envoyer des troupes à Madagascar en 1942 et fit remettre l'île aux mains des représentants de la France libre. En 1943, René Pleven, commissaire aux colonies, annonça à Tananarive que dès la fin de la guerre, la France adopterait une nouvelle politique. L'espoir revint et fut encore renforcé après la déclaration faite par de Gaulle à Brazzaville, s'engageant envers les peuples des colonies pour un changement en matière économique et sociale.

Dès la libération de Paris en 1944, les nationalistes malgaches, qui tissaient

leurs aspirations pendant la guerre, reprirent leur idée de fonder un grand parti. Ils créèrent à Paris le Mouvement démocratique pour la rénovation malgache (MDRM). Ses leaders, le docteur Joseph Raseta et l'écrivain Jacques Rabemananjara sont alors élus députés à l'Assemblée constituante de 1946. Pour eux, la voie vers l'indépendance sera la voie pacifique et légale. En quelques mois, des milliers de Malgaches adhèrent à leur parti. Pour contrecarrer cet élan vers la souveraineté nationale, les autorités coloniales favorisèrent la création du Parti des déshérités de Madagascar (PADESM) dont Philibert Tsiranana, Raveloson, Mahasamp, Pascal Velonjara et Ratsiraka père étaient des membres fervents. Le programme du PADESM se résumait en quelques mots : non à l'indépendance. En effet, suite aux promesses de Pleven et de de Gaulle (renforcées, par ailleurs, par le préambule de la Constitution de 1946, qui reconnaît aux peuples d'outre-mer les droits et les libertés consacrés par la Déclaration de 1789 et les principes fondamentaux de la République), le peuple malgache souhaitait dépasser l'Union française et se voir reconnaître son droit à la souveraineté nationale. Cette perspective fit craindre aux autorités et aux colons de voir disparaître à terme leur mainmise sur le pays. Ils provoquèrent alors eux-mêmes les événements sanglants de 1947.

Tout commence dans la nuit du 29 au 30 mars. Les colons organisent des attaques meurtrières contre des fonctionnaires malgaches et des militaires français, les mettant sur le compte des nationalistes, et les « représailles » peuvent ainsi commencer. Plus les patriotes se défendaient, plus elles étaient terribles. Dans tout Madagascar, les membres du MDRM sont emprisonnés ou massacrés, ainsi que leurs sympathisants. C'est surtout sur la côte Est et à Moramanga que les carnages seront les plus étendus. Des collaborateurs indiquaient aux autorités militaires les cachettes des membres du MDRM et de leurs amis ; ils sont alors arrêtés dans la nuit et exécutés sommairement au petit matin. Qui étaient ces membres du PADESM, qui envoyaient ainsi à la mort leurs propres compatriotes ? Nous avions aussi nos Juifs et nos collaborateurs ! En tout, plus de 80 000 morts !

Pourquoi le gouvernement français ne permettrait-il pas dès maintenant aux historiens d'accéder aux archives correspondantes pour faire la lumière sur cette période ? La vérité sur ces événements vieux de 50 ans éclairera ce qui se passe actuellement à Madagascar, et fera exploser une bombe politique. La nomenclatura de ces dernières années comprendra ainsi qu'elle ne fait que continuer l'œuvre anti-patriotique de l'arbre dont elle est issue !

L'usurpateur président

Les trois leaders MDRM furent condamnés à mort ; leur peine fut ensuite commuée à la réclusion perpétuelle. Ils furent alors détenus à la prison de Bastia, en Corse. Des dizaines d'autres personnes furent condamnées aux travaux forcés et déportés dans l'île de Nosy-Lava. Pendant des années, les prisons étaient pleines à craquer de détenus politiques sur toute l'île. La population était terrorisée et ses espoirs anéantis. La France de la IV^e République naissante, si fière de ses résistants, si heureuse de retrouver la liberté et chantant la victoire sur le fascisme, a laissé perpétuer de telles atrocités chez un peuple qui lui a sacrifié nombre de ses fils pendant les deux grandes guerres. Elle a

GUATEMALA

Santiago-Atitlan, zone indienne libérée

Xavier Merville s'est rendu récemment au Guatemala pour y suivre les travaux concernant la campagne « 500 ans de résistance indienne et populaire ». A l'occasion, il a visité la ville de Santiago-Atitlan, zone libérée de la soldatesque.

On y accède par bateau en passant par un lac volcanique ou par des pistes ravinées par de terribles orages. Santiago-Atitlan est le centre urbain des indiens Tzutujils, dont le nombre avoisine 80 000. Le visiteur y est abordé par des vendeurs d'artisanat et rien ne pourrait lui laisser penser qu'il se trouve dans un haut-lieu des luttes indiennes.

La communauté tzutujil a réussi le tour de force de démilitariser son territoire dans un pays où l'armée, qui a massacré plus de 100 000 Indiens depuis 1978, tire toutes les ficelles du pouvoir politique et économique, et où le respect de l'individu est un mot creux (1).

Tout a commencé dans la nuit du 2 décembre 1990. Un groupe de soldats tente de kidnapper le témoin d'un viol. Alertés, les voisins accourent et découvrent un groupe de militaires confus qui regagnent leur caserne, située aux abords de la ville. Quelques instants plus tard, un groupe de faux guérilleros (2) investit la place et s'empare du fameux témoin. A nouveau, la population se rassemble et reconnaît les mêmes militaires sous un accoutrement différent. Les cloches sonnent le tocsin à toute volée. Toute la communauté est dans la rue. Le témoin a été enlevé. L'armée accuse la guérilla et organise une mise en scène de combats.

Une manifestation s'organise et se dirige vers la caserne. Le maire tente de parlementer, mais les militaires font feu. Une quinzaine de personnes est tuée. L'armée les enterre à la hâte dans une fosse commune. Très rapidement, l'ensemble des villages tzutujils se mobilise et organise une campagne nationale, soutenue par toutes les organisations indiennes et populaires guatémaltèques. Dans un contexte pré-électoral, le gouvernement démocrate-chrétien se résout à dénoncer le massacre en accusant pour la première fois l'armée, tous les massacres précédents, depuis le ravalement démocratique de 1985, ayant été attribués aux « terroristes » ou aux bandits.

Aujourd'hui, Santiago-Atitlan est la première ville libre du Guatemala. L'armée est partie. La population a détruit la caserne et organise des patrouilles civiles de défense, qui contrastent avec celles organisées par l'armée, où 900 000 Indiens ont été enrôlés de force. Les patrouilles parcourent Santiago Atitlan et ses alentours. A la moindre alerte, un coup de sifflet fait descendre la communauté dans la rue.

Santiago-Atitlan n'est cependant pas un paradis social - aucune société n'éliminera les conflits - mais l'auto-organisation de la population y est notable. La ville est soumise à un surnois blocus économique. Le mouvement coopératif s'y développe et des projets éducatifs et agraires cherchent des appuis extérieurs. Radio-Atitlan, la radio libre de la communauté, joue un rôle éducatif et culturel crucial. Radio-Libertaire est entrée en contact avec elle ; un projet de coopération pourrait voir le jour. Notons, cependant, la présence dans la ville de sectes protestantes soutenues par l'extrême droite des Etats-Unis. Cris, danses et paradis céleste sont très souvent dans ce pays un exutoire à la misère et à la perte d'identité. Néanmoins, la communauté se ressource et les disparitions ont mystérieusement cessé depuis le départ de l'armée.

La force et le courage des Tzutujils sont un exemple vivant pour les peuples indiens et pour les organisations populaires d'Amérique, dont un grand nombre d'entre eux se sont réunis près de Santiago-Atitlan, à Quetzaltenango (Xelaju en quiché) du 6 au 12 octobre 1991 pour la 2^{ème} Rencontre continentale en faveur de la campagne « 500 ans de résistance indienne et populaire ». Rompre l'isolement de Santiago-Atitlan au niveau international pourra permettre d'écarter les dangers qui menacent les Tzutujils.

Xavier Merville (gr. Ubu de Paris)

- (1) Le procureur des droits de l'homme (gouvernement) a annoncé 467 exécutions extra-judiciaires durant les neuf premiers mois de l'année 1991.
- (2) Durant les années 1970, le pays tzutujil faisait partie des zones de manœuvres de l'ORPA, organisation de guérilla non-marxiste, devenue membre, depuis 1981 de l'URNG, coordination de quatre mouvements de guérilla, négociant la paix avec l'actuel gouvernement.

laissé qualifier de *fahavalo* (« bandits, terroristes ») des patriotes. Résistants et patriotes en France, bandits outre-mer !

Les années 50 s'écoulèrent sans événement particulier. Les anciens du MDRM, ceux qui étaient sortis de prison, tentèrent de se faire élire lors des élections locales et législatives ; mais toutes les élections étant truquées, les anciens membres du PADESM remportèrent tous les sièges. En 1956, le PADESM se transforma en Parti social-démocrate (PSD) avec à sa tête Philibert Tsiranana. En 1958, à l'avènement de la V^e République, Madagascar devient une république autonome au sein de la communauté française (26 octobre 1958), et comme tous les Etats africains, devient indépendante en 1960 (le 26 juin) ; Philibert Tsiranana étant alors Président de la République.

Ainsi, l'un de ceux qui avait combattu les patriotes du MDRM en 1947, l'un de ceux qui était farouchement hostile à la souveraineté nationale, à l'indépendance de son pays, se proclame treize ans après le « père de l'indépendance ». Usurpation ! C'est

ainsi que la proclamation de l'indépendance provoqua chez les patriotes malgaches à la fois joie, amertume et frustration. Tsiranana a récupéré tous les bénéfices de leur lutte. L'ère du néo-colonialisme commençait.

Le cadre juridique de la 1^{ère} République n'était pas extraordinaire, mais la Constitution est ce que l'on en fait. Les accords de coopération de 1960 et l'appartenance à la zone franc n'étaient pas mauvais. Ils permettaient même un bon départ pour une évolution sociale et économique prometteuse. Madagascar avait tous les atouts pour réussir son démarrage. Hélas, les hommes entre les mains desquels était mise sa destinée avaient déjà un lourd passé et déjà de bien mauvaises habitudes. La France avait confié Madagascar à des personnes susceptibles de défendre ses propres intérêts et non ceux du peuple malgache.

C'est ainsi que, comme toute l'Afrique noire, Madagascar est mal partie ! René Dumont avait raison !

F.R.

Ciné sélection

Le festival de Villerupt

Depuis le 26 octobre, les petites salles noires de Villerupt (Meurthe-et-Moselle) ont retrouvé les yeux et les voix (en version originale) de Claudia, Sophia ou Ornella. La petite ville ritale de la Lorraine sidérurgique vit ainsi la 14^e édition de son festival du film italien, qui rend hommage, cette année, à la femme. Présentation de ce festival authentique.

« La 4 L dérapa légèrement d'un des virages en épingle, en fin de descente, et je gagnais le centre-ville au ralenti, longeant les cités de Butte, cinq à six rangées parallèles de pavillons accolés, de solides maisons ouvrières aux façades pastel, accrochées à flanc de colline. De l'endroit où je me trouvais la ligne des toits de la travée supérieure découpait le ciel, barrait l'horizon. la vision d'un toréro au fond d'une arène nordique. » La description est de Didier Daeninckx. Villerupt, un décor de polar mis en scène dans *Play-back* (1), une ville qui traîne les cadavres des usines. Les paysages des BD de Baru (2) sont là devant nos yeux. Villerupt, une petite ville ouvrière plantée entre Metz, Longwy et le Luxembourg, avec ses 10 000 habitants, beaucoup de ritals, sa piscine... de Micheville (3) et son festival du film italien.

C'est en 1976 que la petite MJC de Villerupt programme pour la première fois quelques films italiens. Le succès de cette manifestation fera naître l'idée d'un festival. Si au bout de quatorze éditions, l'équipe a changé, le festival a gardé toute son originalité et sa dimension populaire. Villerupt existe « sans strass ni paillettes » comme tiennent à le préciser les organisateurs et l'ambiance des salles noires ici tient plus du « cinéma Paradiso » que du festival de Cannes. « Ce festival est ouvert à un public populaire, amoureux de cinéma et l'accueil des Villeruptiens est extraordinaire », raconte Giuliano Montaldo, le réalisateur des *Lunettes d'Or* et bien sûr de *Sacco et Vanzetti*. Ettore Scola trouve, lui, qu'à Villerupt « tout est authentique ». Tous ceux qui sont venus jusqu'ici, de Luigi Comencini à Philippe Noiret, en passant par vous (4) et moi, vous le diront, Villerupt, c'est quelque chose. Et pas seulement les films, mais aussi les lasagnes ou les spaghettis qu'on mange avant et après la séance, le jazz tard dans la nuit dans la cave du cinéma Le Rio, la rencontre avec les invités du festival et tout le reste.

Cette année, en plus de la rétrospective consacrée au cinéma italien au féminin et qui permettra au public de voir ou revoir, par exemple, *La Peau* de Liliana Cavani et *Film d'amour et d'anarchie* de Lina Wertmüller, un large panorama de l'actualité du cinéma italien sera présenté. En particulier *Le Porteur de serviette*, un film de Daniele Luchetti qui vient de sortir sur les écrans, *Sirada Blues* de Gabriele Silvatore, *Ragazzi Fuori* de Marco Riei (présenté en avant-première) et *Volere Volare* en sortie nationale. Six films de jeunes réalisateurs italiens sont présentés en compétition et attendent le verdict du jury et du public (« un prix glané à Villerupt donne au réalisateur l'assurance que le public a bien compris son message », affirme encore Montaldo).

Trente deux films présentés, seize jours de festival, cinq salles de cinéma, une centaine de bénévoles à l'action entre les cuisines, les cabines de projection et l'accueil, et un public important (ils étaient 28 000 spectateurs en 1990), voici rapidement les quelques chiffres clé de ce festival qui reste un des seuls festivals populaires du cinéma.

Villerupt n'est pas en Italie, et pourtant... Du 26 octobre au 11 novembre, le cœur de la petite ville ouvrière vit au rythme du cinéma ritale. « Moteur » une nouvelle fois au pays des lasagnes, des hauts-fourneaux (éteints), de Claudia, Ettore et Giuliano.

Pascal Didier

- (1) *Play-back* de Didier Daeninckx, L'Instant Noir, 1986.
- (2) Baru, la révélation BD de ces dernières années (prix d'Angoulême en 1991), originaire de Villerupt et auteur (entre autres) de *Quéquette Blues*.
- (3) *La Piscine de Micheville*, un des albums de Baru.
- (4) Il est grand temps pour vous de venir découvrir (ou redécouvrir) le festival du film italien de Villerupt.

N. B. : Festival du film italien de Villerupt (54) du 26 octobre au 11 novembre. Renseignements au 86.89.40.22 ou au 82.89.36.00.

De « Blonde Vénus » aux « Amants du Pont-Neuf », des clochardes entre parenthèses

Dans *Blonde Vénus* et *Les Amants du Pont-Neuf*, les deux héroïnes vivent une aventure semblable : la clochardisation, parenthèse dans une vie rangée. Marlène Dietrich va du bouge à l'asile de nuit et Juliette Binoche vient sur le pont. Instable, fragile, Juliette ne sait presque rien du cœur, alors que Marlène, forte femme, mère fidèle, en sait presque tout. Ecorchées vives toutes deux ; le corps de Juliette devient presque sordide, et celui de Marlène, désirable et sublime.

Chez Sternberg, le corps de l'homme est malade ; chez Carax, les yeux de la femme. La nudité de Marlène, habillée de guenilles ou de peaux de bêtes, est une seconde peau ; alors que la peau de Juliette, granuleuse et sale, est une nudité. Marlène est une naïade et Juliette une sirène. Cœurs différents, corps différents ; de la poésie qui va au rêve à la vie et de la vie au rêve, cinéma de studio, anti-réalisme de l'interprétation, amour. Les comparaisons s'arrêtent là.

Sternberg est indispensable à qui veut se ressourcer. Le plus grand érotomane de l'histoire du cinéma mondial projette sur l'écran ce désir du droit à l'amour, ce fantasme d'une femme libre de toute entrave. Derrière le pot-au-feu, être « blonde Vénus », c'est le rêve secret de la ménagère.

Laura L. de « Fondu au Noir »

« Le Monde libertaire » en fête

Le samedi 12 octobre, dans la grande salle de la CNT, plus de 150 personnes ont répondu à l'appel des groupes anarchistes Louise-Michel, la Villette et Pierre-Besnard pour une fête de soutien au *Monde libertaire*. Et quelle fête !

Nos amis Les Chanteurs livreurs ont offert un spectacle de qualité de style « cabaret électrique » mêlant humour mordant et poésie, « au rythme des rythmes d'hier et d'aujourd'hui ».

Merci aux Chanteurs livreurs et aux lecteurs du *Monde libertaire* pour les 3 700 F récoltés ce soir-là, qui ont été versés à l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste.

Voici une démonstration qu'il est possible pour notre journal de refuser toute publicité au profit du seul soutien de ses lecteurs.

Les groupes Louise-Michel, la Villette et Pierre-Besnard de la FA



LITTÉRATURE

Où l'on reparle de ces braves soldats

Thierry Maricourt a présenté récemment (*ML* n° 837, p. 7) quelques romans antimilitaristes.

Nous souhaitons en ajouter un à sa liste, un roman tchèque, tout comme *Les Aventures du brave soldat Chvéik*, de Hasek. Il s'agit de *L'Escadron blindé*, de Josef Skrovecky (Folio).

Fondre l'individu dans le moule

Ce roman décrit la vie militaire en Tchécoslovaquie en 1953, année de la mort de Staline. Là où Hasek décrivait l'armée à travers les yeux naïfs - du moins en apparence - de Chvéik, Skrovecky fait de même avec l'adjudant Smiricky et le cavalier Bamza, tous deux en butte à une hiérarchie veule et stupide, personnifiée par le commandant Borovicka, lequel passe son temps à leur hurler dessus...

Comme chez Hasek, l'humour est omniprésent. Mais il s'agit, bien plus que d'un roman comique, d'une verve sensible au « petit peuple » tchèque et à sa traditionnelle résistance face à l'oppression, laquelle lui est propre, et que l'on pourrait peut-être qualifier, faute de mieux, d'agressivité passive.

L'Escadron blindé montre bien à quoi sert l'armée : à fondre l'individu dans un moule, afin de modeler son comportement à volonté. En l'occurrence, l'armée fait plus encore - et même pire - puisqu'elle tente d'imposer sa parole dans ses rangs. Même la langue est encasernée. Armand Robin appelait ça la « fausse parole ».

Que dire d'autre sinon qu'il faut lire *L'Escadron blindé* ? Et ça, nul ne peut le faire à votre place...

Jérôme M.

NOTES DE LECTURES

Luttes nationales et anarchisme

Les mouvements de libération nationale, d'indépendance ethnique ou régionale marquent de façon évidente notre époque. Pourtant, le développement technique, social et culturel élargit et tend même à supprimer les frontières et pousse à une généralisation de l'internationalisation du monde contemporain ; « il impose la solidarité par l'union des pays et des peuples », selon G. Balkanski.

L'actualité internationale, et particulièrement européenne, témoigne de ces deux mouvements apparemment contradictoires et nous invite à la réflexion. A cet effet, il est utile de redécouvrir deux ouvrages de G. Balkanski, *Libération nationale et révolution sociale, à l'exemple de la révolution macédonienne*, (coll. anarchiste, n° 3) et *Histoire du mouvement libertaire en Bulgarie* (Volonté anarchiste, n° 16-17) qui complètent un travail déjà entrepris sur un autre plan au sein de la Fédération anarchiste... *Des Luttes de libération nationale... à l'anarchisme* (éd. La Rue). Une redécouverte que l'initiative du groupe éditeur rend aujourd'hui d'autant plus facile. Ces deux ouvrages seront vendus jusqu'à la fin de l'année à respectivement 15 et 35 francs par le groupe Fresnes-Antony (les chèques sont à libeller à l'ordre de ASH).

Groupe Fresnes-Antony de la FA
34, rue de Fresnes, 92160 Antony

TLP-Dejazet
Marc Robine
en concert exceptionnel
Lundi 18 novembre
20 h 30
Prix des places : 100 F et 80 F
Réservations au : 42.74.20.50
TLP-Dejazet
44, bld du Temple (M^o République)
75003 Paris

« Tribuna Latinoamericana »

Le dimanche 10 novembre, de 18 h à 20 h, le magazine des Amériques, « Tribuna Latinoamericana », diffusera sur Radio-Libertaire, une émission spéciale consacrée à Cuba. Nous aurons pour invités : Iliana de la Guardia, la fille de Tony de la Guardia, un des militaires fusillés en compagnie du général Ochoa en 1990. Ainsi que son mari, Jorge Masetti, fils d'un compagnon de Che Guevara. Tous les deux sont aujourd'hui réfugiés en France. En leur compagnie, nous ferons le point de la situation à Cuba après le IV^e congrès du PC cubain et un retour en arrière sur ce que l'on a appelé l'affaire Ochoa.

Collection La Brochure anarchiste

(éditions du Monde Libertaire)

« Qu'est-ce que l'anarchisme ? »

Prix : 10 F

A paraître :

« Super Yalta » Philippe Pelletier

Prix : 30 F

En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

RENDEZ-VOUS

BLOIS
Un groupe FA vient de se créer sur Blois. On peut le contacter en écrivant aux Relations Intérieures, qui transmettront.

BOURGOIN-JALLIEU
Le groupe FA communique : « Dans le cadre de ses "Rencontres et Chansons", Contre-Courants organise, le mardi 19 novembre à 21 h au théâtre Jean-Vilar à Bourgoin-Jallieu, un concert avec Djamel Allam. Entrées : 80 F et 60 F (chômeurs et étudiants). Abonnement pour les trois spectacles de la saison 91-92 : 150 F ». Pour tous renseignements, s'adresser à Contre-Courants, la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

CHELLES
Dans le cadre de ses activités mensuelles, le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste organise le samedi 9 novembre, à 20 h 30, une réunion-débat ayant pour thème : « L'antimilitarisme d'hier et d'aujourd'hui ». Avec la participation de Jérôme du groupe Albert-Camus de Toulouse.
Le samedi 30 novembre, à 20 h 30, le thème du débat organisé par le groupe sera : « Le fédéralisme libertaire ». Avec la participation de A. Marcelliant.
En ces occasions, nous invitons tous les sympathisants libertaires de l'Est parisien à se joindre à nous.
Adresse du local : 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare SNCF).

NANTES
Retrouvez les groupes Milly-Witkop de la FA et OCL-Nantes sur les ondes de Radio-Alternantes (97.5 FM), le mardi 12 novembre, de 19 h 40 à 20 h 30.

SAINT-ETIENNE
Le groupe Nestor-Makhno reprend ses permanences le premier mercredi du mois, à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-AIT - Libre pensée, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
De plus, l'émission « Rouge et Noir - Tribune libertaire » est diffusée le jeudi, à partir de 20 h, sur Radio-Dio (89.6 FM).

VAUCLUSE
Une liaison FA s'est constituée depuis peu dans le département du Vaucluse. Pour la contacter, écrivez aux Relations Intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

PARUTIONS

RECUEIL
En soutien au groupe FA de Dijon, un recueil de poésie, *Le fil d'Ariane*, où se mêlent humour, amour, révolte anarchisante et merveilleux est en vente à la Mistouffe, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Le prix de ce recueil est de 25 F (libelles vos chèques à l'ordre de Guillaume Vauthier).

AFFICHE
Le groupe Henry-Poullaille de Saint-Denis propose une nouvelle affiche, revendiquant le caractère communiste d'une branche de l'anarchisme.
Prix à l'unité : 5 F.
Prix par rouleau de 50 : 1 F 60 l'affiche (soit 80 F le rouleau).
Les commandes sont à passer à la librairie du Monde Libertaire.

LEUR COMMUNISME
c'était ça !

POUR LE COMMUNISME

- SANS MILITAIRES NI EXPLOITATION.
- SANS CLASSES NI ETAT
- POUR L'AUTOGESTION

CONSTRUISONS L'ANARCHIE

FEDERATION ANARCHISTE
205, rue Amelot 75011 Paris

« Une femme, une femme... lesbiennes aujourd'hui »

Cathy Morandeu-Ytak, éd. Traffic

Vies de femmes... Regard... Témoignages au sujet d'une différence, c'est ce qu'a entrepris Cathy Morandeu-Ytak, en rédigeant « Une femme, une femme... lesbiennes aujourd'hui » (1).

L'auteur sera à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris), le samedi 9 novembre, à 16 h 30, en vue d'animer un forum autour de son livre.

Le Monde libertaire : Cathy, comment t'est venue l'idée d'écrire ce livre ?

Cathy : C'est au départ une idée de Laurent Fouillard, qui dirige la collection « Gens d'ici » aux éditions Traffic. Il m'a proposé de faire ce livre : l'idée m'a tout de suite intéressée. Cela fait quelques années que j'anime « Flagrants désirs », sur Radio-Libertaire, une émission d'infos gays et lesbiennes. Mais, finalement, je me suis rendue compte que je ne connaissais l'univers des lesbiennes qu'à travers les militantes et les groupes de femmes... Alors, j'ai eu envie de voir un peu ce qui se cache derrière, c'est-à-dire toutes ces femmes qui vivent leur lesbianisme au quotidien, mais

qui ne sont pas dans un groupe ou dans un mouvement militant.

ML : Comment as-tu procédé ?

Cathy : J'ai pris des contacts, tout d'abord en passant des annonces dans *Lesbia Magazine*, un mensuel lesbien, et puis en utilisant mes amies, et les amies de mes amies... Certaines m'ont beaucoup aidée à diffuser un questionnaire que j'avais mis au point. Mon idée n'était pas d'avoir des milliers de réponses et de faire de la « sociologie quantitative », mais bien plutôt d'avoir des témoignages assez riches, des tranches de vies... et le questionnaire servait d'appui pour cela, pour qu'aucune question ne reste dans l'ombre... J'ai eu des réponses fort longues... Certaines dépassaient 20 pages ! Ensuite, j'ai dépeillé le tout (et l'informatique m'a un petit peu aidée à le faire), pour arriver à tirer, non pas un portrait unique ou stéréotypé de ce que pourrait être une lesbienne aujourd'hui, en 1991, mais des portraits multiples, très différents les uns des autres, parfois même contradictoires. J'ai tenté aussi, par-delà ces témoignages qui portaient sur des points très précis et concrets - comment vivent les lesbiennes, où se ren-

contrent-elles ; quelles relations ont-elles avec les hommes, etc - de « faire la peau » à un certain nombre de clichés ou de fantasmes entourant les lesbiennes tout en expliquant comment ils se sont formés. Il m'était difficile de parler de tout cela sans aborder le problème du patriarcat, du machisme... et du système dans lequel nous vivons, qui laisse bien peu de place aux différences. Il y a des chapitres sur cela : la loi, la religion, les hommes et la sexualité lesbienne, etc. La société, telle qu'elle est, ne donne aux homosexuels aucun moyen d'identification positive ; la norme imposée est celle du couple homme-

désaccord avec les miennes... Parfois, je l'ai dit ! Mais toutes ces idées sont importantes si l'on veut avoir une image assez précise de la réalité...

Mais c'est vrai qu'à travers ce livre j'ai tenté de faire passer quelque chose qui me paraît très important : le droit à une libre sexualité, même si celle-ci ne correspond pas à une norme (ou à une majorité), est un des droits fondamentaux de l'être humain. L'ignorance, parfois proche de la bêtise, mène au racisme, au fascisme, à la peur... et à l'oppression. Chaque différence est une richesse et cette richesse peut être partagée... Et cela vaut pour les lesbiennes, comme pour les homosexuels, comme pour les hétéros... Apprendre à se connaître, c'est apprendre à respecter l'autre dans sa diversité.

J'ai beaucoup appris en faisant ce livre. J'ai rencontré des femmes chaleureuses et ouvertes, de toutes conditions sociales, des informatiennes en passant par des ouvrières en usine ou des instits ! On imagine combien leurs vies peuvent être différentes, mais aussi semblables par bien des côtés...

ML : Tu n'as travaillé qu'avec des lesbiennes vivant en France ?

Cathy : Non, j'ai eu beaucoup de témoignages venant de Belgique ; je ne sais pas pourquoi, mais c'était très intéressant.

ML : Travailles-tu actuellement sur un autre livre ?

Cathy : Oui, je suis en train d'écrire un livre sur LLuis LLach, un chanteur catalan...

« La norme imposée est le couple homme-femme, enfants. Les lesbiennes souffrent encore plus de cela. »

femme, enfants. Les lesbiennes souffrent encore plus de cela : l'égalité des femmes est encore parfois une chose assez lointaine. J'ai aussi parlé un peu de la santé, du SIDA. J'ai essayé d'aborder un maximum de sujets, et de donner des pistes de réflexion, de discussion. Je n'ai pas la prétention d'avoir tout dit... loin de là !

ML : C'est un regard libertaire que tu as posé sur les lesbiennes ?

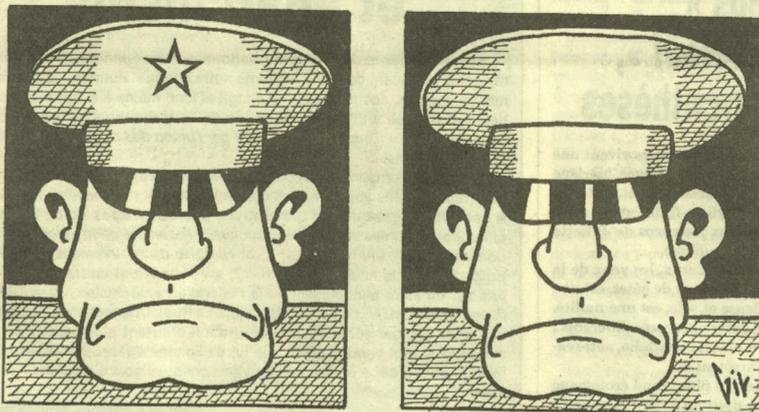
Cathy : Je suis anarchiste et je ne peux pas gommer cela de ma personnalité ! Mais j'ai tenté de donner un portrait le plus exact possible de la réalité lesbienne d'aujourd'hui. Il y a des idées, développées dans certains témoignages de ce livre, qui sont en

FERMETURE EXCEPTIONNELLE

Le samedi 9 novembre, il n'y aura pas de permanence à la bibliothèque anarchiste de l'Union régionale parisienne, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Le dessin de la semaine

URSS : LE CHANGEMENT !



SOMMAIRE

- PAGE 1 : L'impossible paix, Un procès au goût amer, Editio.
- PAGE 2 : L'impossible paix (suite de la « une »).
- PAGE 3 : Vallée d'Aspe... no pasaran !, Billet d'humeur anticlérical, Renault-Cléon : Lévy l'« extrémiste », Associations.
- PAGE 4 : Un procès au goût amer (suite de la « une »), Plate-forme des Comités d'action contre l'isolement carcéral.
- PAGE 5 : Déviance et punition en société anarchiste.
- PAGE 6 : Madagascar... l'île malheureuse (II), Guatemala : Santiago-Atitlan... zone indienne libérée.
- PAGE 7 : Ciné spécial : le festival de Villierupt et... De « Blonde Vénus » aux « Amants du Pont-Neuf », Littérature : où l'on reparle de ces braves soldats, Luites nationales et anarchisme.
- PAGE 8 : « Une femme, une femme... lesbiennes aujourd'hui » : interview de Cathy Morandeu-Ytak, Le dessin de la semaine, Infos FA.

(1) Préface de Geneviève Pastre.

Propos recueillis par Hélène P. pour le Monde libertaire